

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/201  
30 août 2000

(00-3410)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

## **ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE DU SECRÉTARIAT DANS LE DOMAINE DES ADPIC**

### Note du Secrétariat

1. Les renseignements sur les activités de coopération technique du Secrétariat de l'OMC dans le domaine des ADPIC, reproduits dans le document IP/C/W/156, daté du 15 octobre 1999, sont mis à jour dans le présent document qui porte sur une période de dix mois allant de novembre 1999 à août 2000. Le présent document est centré sur les activités de coopération technique du Secrétariat qui concernent spécifiquement la propriété intellectuelle. Toutefois, il convient de noter que les activités générales de coopération technique et de formation du Secrétariat de l'OMC englobent habituellement la propriété intellectuelle. Ces activités générales sont brièvement traitées, sous l'angle de leur rapport avec les questions de propriété intellectuelle, dans la dernière section de la présente note.

### Principales orientations

2. Comme auparavant, les activités de coopération technique du Secrétariat concernant spécifiquement les ADPIC ont principalement consisté à aider les Membres à comprendre les droits et les obligations qui découlent de l'Accord sur les ADPIC, et à leur prêter assistance pour définir les modifications qu'ils doivent éventuellement apporter à leur législation nationale, déterminer les aménagements institutionnels qui peuvent être nécessaires et évaluer les autres dispositions à planifier, et former du personnel, tant à cet effet que pour assurer la mise en œuvre effective d'une législation compatible avec l'Accord dans les domaines de la normalisation et du respect des droits. Un autre objectif était d'aider les Membres à participer pleinement à l'activité du Conseil des ADPIC, notamment à satisfaire à leurs obligations en matière de procédure découlant de l'Accord, et à prendre part aux autres mécanismes de l'OMC en rapport avec les ADPIC. Le Secrétariat est souvent prié de fournir des renseignements sur des questions à l'étude ou en cours de négociation au Conseil des ADPIC ou sur des questions examinées par d'autres instances et perçues comme ayant un rapport avec l'Accord sur les ADPIC.

3. Au cours de la période considérée, une bonne part du travail du Secrétariat a consisté à aider les pays en développement à établir les notifications concernant leur législation d'application de l'Accord et à participer à l'examen de cette législation. La première réunion d'examen s'est tenue pendant la période considérée; les réunions suivantes interviendront à l'automne 2000 et au cours de l'année 2001. Le Secrétariat a prêté son concours aux pays désireux d'adhérer à l'OMC en les aidant à se préparer au processus d'accession et en formant leurs fonctionnaires. Dans l'assistance générale relative aux droits et obligations qui découlent de l'Accord sur les ADPIC, la priorité demeure l'assistance aux pays les moins avancés.

4. La coopération technique a été fournie essentiellement sur demande. Il a été considéré comme important d'assurer la complémentarité et la coopération avec d'autres organisations intergouvernementales, en particulier avec l'OMPI. Pour ce qui est de la coopération concernant plus

particulièrement l'Accord sur les ADPIC, elle a essentiellement consisté à fournir des renseignements et des conseils aux Membres à Genève, à organiser des programmes d'études, des stages, des séminaires et des ateliers à l'intention des pays en développement à Genève et ailleurs et, dans une moindre mesure, à participer aux conférences des ONG. Cependant, au cours de la période étudiée, la mesure dans laquelle il a été possible de répondre aux demandes d'assistance a été de plus en plus restreinte par une pénurie de personnel et de ressources financières. En outre, en raison du recours important aux fonds extrabudgétaires, il a été difficile de planifier les activités futures de manière efficace.

#### Renseignements et conseils donnés aux Membres à Genève

5. Une grande partie du travail des fonctionnaires du Secrétariat chargés des questions de propriété intellectuelle a consisté à fournir des renseignements pour répondre à des questions qui leur étaient posées par des représentants des gouvernements Membres. Au cours de la période considérée, l'accent a été mis sur les procédures de notification et d'examen. D'autres questions concernaient pour la plupart le sens de dispositions spécifiques de l'Accord sur les ADPIC et les sujets examinés par le Conseil des ADPIC. Les demandes adressées au Secrétariat émanaient non seulement de délégations locales mais aussi de fonctionnaires de passage spécialisés dans les questions de propriété intellectuelle ou de fonctionnaires en poste dans leur pays qui avaient pris directement contact avec le Secrétariat par téléphone ou par lettre. Les questions étaient souvent liées à l'élaboration de projets de loi. Des conseils et des renseignements ont également été fournis à des fonctionnaires de pays accédants et à des représentants du secteur privé.

#### Séminaires et ateliers à l'intention des pays en développement et des pays accédants

6. Au cours de la période considérée, le Secrétariat a envoyé des conférenciers à 18 séminaires, ateliers ou autres activités, internationaux, régionaux et nationaux, tenus à l'extérieur de Genève, consacrés entièrement ou pour une large part à l'Accord sur les ADPIC ou à un aspect spécifique de l'Accord et qui s'adressaient aux fonctionnaires des pays en développement et des pays accédants directement intéressés par la mise en œuvre de l'Accord. Des fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC ont pu participer à certaines réunions, notamment de l'OMPI, grâce à l'aide financière des organisateurs. L'annexe du présent document contient une liste des missions de coopération technique dans le domaine des ADPIC qui ont été effectuées hors de Genève.

7. Par ailleurs, le Secrétariat a organisé à Genève des programmes d'études spéciaux pour des pays ou des groupes de pays, et il a envoyé des conférenciers ou donné des séances d'information pour un certain nombre de séminaires et de programmes de formation organisés à Genève par d'autres instances, notamment l'OMPI.

#### Coopération avec l'OMPI et d'autres organisations intergouvernementales

8. Comme il est indiqué dans la présente note et dans des rapports antérieurs au Conseil des ADPIC, la coopération avec l'OMPI a été un élément fondamental des activités de coopération technique du Secrétariat de l'OMC dans le domaine des ADPIC. Elle se fonde sur l'accord de coopération conclu entre les deux organisations, accord dont l'article 4 traite de l'assistance technico-juridique et de la coopération technique.<sup>1</sup> Depuis la conclusion de l'accord, les deux

---

<sup>1</sup> L'accord entre l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Organisation mondiale du commerce est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996. Aux termes de l'article 4 de cet accord, le Bureau international met à la disposition des pays en développement Membres de l'OMC qui ne sont pas des États membres de l'OMPI la même assistance technico-juridique relative à l'Accord sur les ADPIC que celle qu'il met à la disposition des États membres de l'OMPI qui sont des pays en développement. Le Secrétariat de l'OMC est tenu d'offrir une assistance dans les mêmes conditions. Par ailleurs, l'accord prévoit que le Bureau international et le Secrétariat de l'OMC s'emploieront à renforcer leur coopération dans le cadre des activités d'assistance

organisations ont entretenu à propos des questions de coopération technique une collaboration étroite dont il a été rendu compte régulièrement au Conseil.<sup>2</sup>

9. En application de l'accord de coopération, l'OMPI et l'OMC ont lancé, en juillet 1998, une initiative conjointe en matière de coopération technique pour aider les pays en développement à remplir, d'ici à l'an 2000, les engagements qu'ils ont pris en vertu de l'Accord sur les ADPIC. Étant donné l'échéance imminente du délai, l'initiative visait à appeler l'attention des gouvernements sur l'assistance que pouvaient leur fournir les deux organisations concernant la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC et à leur permettre d'exploiter, dans l'intérêt de leur pays, les ressources et les compétences mises à leur disposition. Elle soulignait que les deux organisations étaient disposées à utiliser leurs ressources pour fournir sur demande une assistance dans ce sens, individuellement ou en commun.<sup>3</sup>

10. Au cours de la période considérée, les deux organisations ont poursuivi leur collaboration dans le domaine de l'assistance. Le Secrétariat de l'OMC a envoyé des conférenciers pour trois réunions régionales ou internationales organisées par l'OMPI, et le Bureau international de l'OMPI a envoyé des conférenciers pour deux ateliers régionaux organisés au titre du Programme commun intégré d'assistance technique dans certains des pays les moins avancés et d'autres pays africains (JITAP). En outre, les deux Secrétariats ont contribué mutuellement à leurs activités de formation à Genève. Ainsi, l'OMC a fourni des conférenciers à l'Académie mondiale de l'OMPI et organisé des séances d'information à l'intention des participants aux programmes d'études spéciaux de l'OMPI, et l'OMPI a donné des séances d'information d'une demi-journée à l'intention des participants aux cours de politique commerciale de l'OMC. En outre, l'OMPI a envoyé un conférencier pour un cours de politique commerciale organisé en Afrique par l'OMC et la Banque islamique de développement.

11. Le Secrétariat de l'OMC a mené des activités de coopération technique dans le domaine des ADPIC en collaboration avec un certain nombre d'autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales.

#### Autres activités de coopération technique et de formation

12. Ainsi qu'il a été indiqué auparavant, les activités générales de coopération technique et de formation du Secrétariat de l'OMC englobent habituellement la propriété intellectuelle. Les fonctionnaires du Secrétariat chargés des questions de propriété intellectuelle ont participé dans la mesure du possible à ces activités. Celles-ci comprenaient des séminaires, des ateliers et des cours de formation qui se sont tenus à Genève et à l'extérieur de Genève et qui visaient à fournir une appréciation d'ensemble des ressources et des mécanismes de l'OMC, ainsi que d'autres formes d'assistance. Par exemple, le programme des stages de politique commerciale réguliers ou spéciaux organisés par l'OMC comprend des exposés consacrés à l'Accord sur les ADPIC; les participants aux stages réguliers passent une demi-journée à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) pour s'informer sur cette organisation, ses conventions et ses activités. Le matériel de formation et les autres documents élaborés par le Secrétariat contiennent des renseignements au sujet de l'Accord sur les ADPIC.

---

technico-juridique et de coopération technique liées à l'Accord sur les ADPIC qu'ils consacrent aux pays en développement, de manière à optimiser l'utilité de ces activités et à leur conférer un caractère de soutien mutuel.

<sup>2</sup> Voir les documents IP/C/W/156, 110, 79 et 36.

<sup>3</sup> On trouvera des précisions sur l'initiative conjointe dans les documents IP/C/W/156 et 110. Voir aussi le document IP/C/W/155/Add.4, qui rend compte des activités de coopération technique de l'OMPI relatives à l'application de l'Accord sur les ADPIC, notamment de celles qui concernent la mise en œuvre de l'initiative conjointe.

## ANNEXE

### Missions de coopération technique dans le domaine des ADPIC de novembre 1999 à août 2000

<b>Date</b>	<b>Lieu</b>	<b>Mission</b>
30 octobre- 1 <sup>er</sup> novembre 1999	Inde	Atelier international de brassage d'idées sur les Accords de l'OMC et les intérêts des populations organisé par le Centre for Study of Global Trade System and Development et le National Working Group on Patent Laws de New Delhi
29 novembre- 3 décembre 1999	Argentine	Septième Congrès international latino-américain sur la viticulture et le vin
9-10 décembre 1999	Botswana	Conférence régionale États-Unis – Communauté de développement de l'Afrique australe sur la mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur les ADPIC pour l'an 2000
10 février 2000	Inde	Séminaire national à l'Administrative Staff College of India (ASCI)
11 février 2000	Inde	Forum régional conjoint de l'Association asiatique d'experts juridiques en brevets (APAA) et de la Fédération internationale des conseils en propriété industrielle (FICPI) relatif aux ADPIC
12 février 2000	Thaïlande	Réunion régionale acheteurs/vendeurs du Centre du commerce international sur les produits pharmaceutiques
7 mars 2000	Liban	Conférence nationale de la Chambre de commerce internationale (CCI) relative à l'Accord sur les ADPIC
29-31 mars 2000	Espagne	Premier Forum ibéro-américain sur l'innovation et la propriété industrielle et intellectuelle organisé par l'Association interaméricaine de la propriété industrielle (ASIPI), le Collège officiel d'agents de la propriété industrielle du Portugal (ACPI) et le Collège officiel d'agents de propriété industrielle d'Espagne (COAPI)
10-14 avril 2000	Espagne	Séminaire sur les droits de propriété intellectuelle organisé par le Ministère espagnol des affaires étrangères, le gouvernement polonais et l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (OHMI) à l'intention de fonctionnaires polonais
19-21 avril 2000	Ghana	Atelier national de la Faculté de droit de l'Université du Ghana sur les procédures et méthodes de règlement des différends de l'OMC et la propriété intellectuelle
2-4 mai 2000	Indonésie	Atelier OMS/ANASE relatif à l'Accord sur les ADPIC et à son incidence sur les produits pharmaceutiques

<b>Date</b>	<b>Lieu</b>	<b>Mission</b>
9-11 mai 2000	Botswana	Table ronde sous-régionale de l'OMPI sur la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC
16-18 mai 2000	Népal	Séminaire régional asiatique de l'OMPI sur la modernisation du système de propriété intellectuelle à l'intention des pays les moins avancés
22-23 mai 2000	Stockholm	Séminaire sur les relations commerciales et les droits de propriété intellectuelle organisé par le Ministère suédois des affaires étrangères à l'intention de fonctionnaires des pays de la Baltique
6-9 juin 2000	Kenya	Programme commun intégré d'assistance technique dans certains des pays les moins avancés et d'autres pays africains (JITAP)/Atelier sous-régional spécialisé sur la propriété intellectuelle à l'intention du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie
13-16 juin 2000	Côte d'Ivoire	Atelier sous-régional spécialisé du JITAP sur la propriété intellectuelle à l'intention du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Ghana
21 juin 2000	Paris	Stage de l'Académie internationale de l'OMPI à l'intention des magistrats
25-26 juillet 2000	Chine	Colloque de l'Office européen des brevets (OEB) sur la protection de la propriété intellectuelle en Chine: défis et perspectives au XXI <sup>e</sup> siècle

---